



Comme au Québec, les étudiants chiliens revendiquent la gratuité scolaire

Par [André Maltais](#)

Mondialisation.ca, 10 mai 2012

[L'aut'journal info](#) 10 mai 2012

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Analyses: [Le «Printemps érable»](#)

✘ Alors que les étudiants québécois se battent courageusement contre le gouvernement Charest, la CREPUQ, la police et la quasi-totalité des grands médias, presque personne ne parle du Chili où, depuis un an, les étudiants ont pourtant réussi à déclencher un véritable mouvement social à l'échelle nationale pour une éducation gratuite et de qualité.

Après une paralysie des campus universitaires, des collèges et des lycées qui a duré cinq mois, entre mai et octobre 2011, après 37 mobilisations de plus de 100 000 personnes, deux grèves nationales de deux jours et deux changements de ministres de l'Éducation, les étudiants viennent de reprendre la rue.

Dans un pays où le système éducatif remonte à la dictature d'Augusto Pinochet et où personne, pas même les quatre gouvernements de la *Concertation* (centre-gauche) qui se sont succédé dans les années 1990 et 2000, n'a osé le changer, les étudiants demandent la fin du profit dans une éducation conçue comme un véritable service public offert à tous les chiliens.

Au Chili, souligne le sociologue québécois, Pierre Mouterde, les écoles privées accueillent 60% des élèves du primaire et du secondaire et, en moyenne, les trois quarts des budgets des établissements d'enseignement, à tous les niveaux d'éducation, dépendent de leurs frais d'inscription. 70% des jeunes et des familles s'endettent tandis que 65% des étudiants interrompent leurs études pour des raisons financières.

Au début d'août 2011, après trois mois de marches, occupations, grèves de la faim d'une trentaine d'étudiants et rassemblements gigantesques, mais aussi trois mois d'autisme volontaire et pathologique du président, Sebastian Pinera, et de son cabinet d'affairistes, le gouvernement concède une simple baisse de 2% des taux d'intérêts sur les prêts à long terme accordés aux étudiants, baisse qu'il entend compenser par des subsides aux banques.

Cette annonce soulève la colère de la population qui, selon les sondages d'opinion appuient les demandes étudiantes de faire « *tomber l'éducation de Pinochet* » dans une proportion de 80%. Le 4 août, la police arrête 874 étudiants et la population descend spontanément dans les rues, armée de tout ce qui est bruyant, vuvuzelas, casseroles et même guitares électriques, pour que le gouvernement « *entende* » enfin sa voix.

Les étudiants publient sur *YouTube* une vidéo où, pendant la campagne électorale de 2008, Pinera affirme être partisan d'un système d'éducation « *financé par l'État, gratuit et qui*

garantit à tous une éducation de qualité ».

Le 9 août, une marche familiale attire près d'un million de personnes à Santiago alors que parents, étudiants, professeurs et mouvements sociaux créent le *Mouvement social pour l'éducation publique et gratuite* qui apporte un nouveau souffle à la cause étudiante.

Les manifestations et leurs « *débordements* » donnent évidemment lieu à une véritable obsession médiatique pour la violence. Les médias chiliens, dénonce la présidente de la *Confédération des étudiants du Chili* (CONFECH), Camila Vallejo, consacrent beaucoup plus de temps d'image à des faits de violence rares et commis par des groupes minoritaires qu'au caractère pacifique très majoritaire des manifestants et surtout à leurs demandes.

Lorsqu'un étudiant de 16 ans, Manuel Gutiérrez, est tué par un *carabinero* (policier chilien) et que les téléphones portables des manifestants filment des casseurs fraternisant avec la police, celle-ci finit par admettre que certains de ces derniers sont des policiers déguisés.

Le quotidien, *El Mercurio*, révélera plus tard que l'ex-chef de la police de New York, Luis Anemone, a agi comme conseiller des carabineros chiliens au cours des quatre premiers mois de répression des mobilisations étudiantes.

Devant la violence policière et la surdité de gouvernement, les étudiants diffusent une autre vidéo dans laquelle, voulant convaincre trois millions de jeunes de s'inscrire sur les listes électorales, le président les invite à s'appropriier leur pays et à participer à la démocratie chilienne « *en y apportant ce qu'apportent les jeunes : l'idéalisme, l'irrévérence, la révolte et les rêves.* »

« *Une démocratie à laquelle les jeunes ne participent pas, vocifère Pinera avec conviction, est une démocratie malade!* »

Les revendications étudiantes cessent d'être une lutte sectorielle quand les syndicats chiliens convoquent une grève nationale de deux journées, les 24 et 25 août. Parmi ces syndicats, celui des travailleurs du cuivre, principale exportation du Chili, a une valeur très symbolique puisque les étudiants demandent au gouvernement de nationaliser ce secteur de manière à pouvoir financer la gratuité de l'éducation.

Le gouvernement chilien prétend ne pas avoir les moyens d'une éducation gratuite, écrit le professeur de physique, Carlos Perez Soto, mais, au cours des quarante dernières années, le nombre d'étudiants a doublé alors que les gains provenant de l'extraction du cuivre se sont multipliés par 80.

« *Le Chili n'est pas un pays pauvre, continue Soto, il ne l'a jamais été. Il est plutôt un pays appauvri par le pillage de ses immenses ressources naturelles, un pillage autorisé par les mêmes qui, ensuite, font semblant d'avoir besoin du secteur privé pour aider le gouvernement à financer l'éducation.* »

Tout au long du mouvement de grève, des élèves et leurs familles occupent de nombreux lycées et collèges municipaux. Dans plusieurs cas, parents et professeurs dispensent les cours selon un modèle d'autogestion des usines popularisé en Argentine, il y a une dizaine d'années.

Les étudiants occupent aussi une chaîne de télévision, *Chilivision*, pour protester contre le traitement que les médias appliquent au conflit. Ils s'emparent également des quartiers

généraux de partis politiques comme le *Parti socialiste* et l'*Union démocrate indépendante* (extrême droite), et même du Sénat pour demander que la constitution de Pinochet permette la tenue de référendums officiels.

Mais, pour sortir d'une longue et laborieuse tragi-comédie d'appels au dialogue où le pouvoir ne concède rien d'essentiel et de tables d'experts qui ne font que confirmer l'inéluctabilité de ce qui existe déjà, le vaste mouvement pour l'éducation tient sa propre consultation populaire.

Les 7 et 8 octobre, un million et demi de chiliens se prononcent à 96% pour une éducation publique gratuite et à 90% pour la fin du profit financé par de l'argent public à tous les niveaux de l'éducation.

Tout récemment, six mois après une relative accalmie, le troisième ministre de l'Éducation depuis le début de la crise, Harald Beyer, annonce la création d'une agence publique qui remplacerait les multinationales bancaires pour assigner les prêts et bourses aux étudiants. Insatisfaits, ceux-ci répondent par une mobilisation qui, le 25 avril dernier, attire plus de 100 000 personnes à Santiago seulement.

Le mot de la fin revient à l'économiste chilien, Hugo Fazio, pour qui l'éducation a une fonction nationale que contredit son financement par des entreprises privées souvent étrangères. L'école et l'université, dit-il, forment les cadres qui, plus tard, mèneront le projet de pays dont ils auront besoin.

Or, qui finance définit aussi l'objet des études en fonction de ses intérêts. Au Chili (comme au Québec), la science et le peuple ont absolument besoin d'être ensemble pour un projet de justice sociale, de souveraineté politique et d'unité continentale.

La source originale de cet article est [L'aut'journal info](#)

Copyright © [André Maltais](#), [L'aut'journal info](#), 2012

Articles Par : [André Maltais](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca

